ÉDITION DE 5 HEURES

LE JOURNAL

N° 17.437 — LIMOGES — REDACTION : 6 bis, rue Turgot. Tél.: 23-47. ADMINISTRATION : 8, rue Tivoli. Tél.: 34-91. — PARIS — 0.50 — MERCREDI 17 JUILLET 1940

ETUDIANTS
attention ! les examens vont reprendre
Détails en deuxième page

BACHOTS...
licences... étudiants l'heure approche
Détails en deuxième page

VINGT ET UN SECRETAIRES GENERAUX vont seconder le gouvernement dans sa tâche

Du travail dans le silence

D'UN DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX

VICHY, 16 juillet. — Bientôt, demain peut-être, le gouvernement sera au complet avec vingt et un secrétaires généraux qui tiendront un rôle à peu près identique à celui des sous-secrétaires d'Etat de jadis, mais qui auront été choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties de compétence et d'autorité.

Le cabinet Pétain travaille dans le silence. Chaque matin, un conseil restreint réunit autour du maréchal ceux des ministres et secrétaires d'Etat intéressés à la délibération. C'est ainsi que sont étudiés les graves et importants problèmes du ravitaillement et du rapatriement des réfugiés, de même que les rapports de la commission de Wiesbaden et ceux de M. Léon Noël qui représente à Paris le gouvernement auprès des autorités d'occupation.

On comprend aisément que les questions traitées et les solutions adoptées ne soient pas commentées sur la place publique. L'essentiel, avant toute chose, est que de ces délibérations, sortent les mesures propres à éviter aux régions de repliement et aux populations réfugiées la détresse supplémentaire de la disette.

Il faut éviter surtout le danger des improvisations. Les mesures arrêtées doivent l'être en toute connaissance de cause et leur étude doit être poussée jusque dans les plus petits détails.

C'est de ces nécessités impérieuses que s'inspire l'action du gouvernement.

PAUL LUQUET.

Second conseil des ministres

VICHY, 16 juillet. — A l'issue du conseil des ministres, M. Pierre Laval, vice-président du conseil, a lu à la presse le communiqué suivant :

Le conseil des ministres s'est réuni ce soir, de 18 à 20 heures, au pavillon Sévigné, sous la présidence de M. le maréchal Pétain. Le conseil a poursuivi l'étude des questions administratives et économiques.

La nomination des secrétaires généraux aura lieu incessamment.

En écoutant à Toulon le récit des incursions d'avions italiens :

« Mais il fallait voir comme nous avons répliqué... »

« Pensez donc, 5.000 coups de D. C. A. en 50 minutes »

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

TOULON, 16 juillet. — Si l'on en juge par les tables qui ont reparu aux terrasses des cafés sur le quai Cronstadt, la menace que la flotte anglaise faisait peser sur Toulon se dissipe, tout le moins, elle s'enveloppe d'incertitude et de mystère comme un croiseur d'un brouillard artificiel. Toutefois, les mesures de défense passive restent en vigueur et notre escadre, dont le désarmement a été suspendu, on le sait, continue de veiller au grain et d'y bien veiller.

Par un mouvement logique de l'esprit, ces deux jours d'alerte ont incité les Toulonnais à se remémorer des faits de guerre similaires, ceux qui participent de la brève chronique des engagements franco-italiens. On a fort peu parlé de cette période où le littoral méditerranéen tendait à devenir, lui aussi, un théâtre d'opérations militaires et navales.

Les sirènes hurlent...

Toulon a connu d'assez nombreuses alertes provoquées par des incursions d'avions italiens. Mais les Toulonnais ne les prenaient guère au sérieux, confiants dans la terrible D. C. A. : — Coquin de sort, ils restaient haut, vous savez, et pas longtemps, et loin de la ville.

Un jour, pourtant, ils vinrent nombreux, vingt-cinq, chargés de bombes. Les sirènes hurlèrent alors que les gens commençaient de déjeuner. Ici je laisse la parole à un témoin : « Ma femme me dit : « Té, les voilà encore ! On va quand même pas laisser refroidir une si bonne bouillabaisse pour eux », et on a continué de manger. Un bouzen ! Il paraît qu'on a tiré au moins cinq mille coups de D.C.A. en cinquante minutes, et il en pleuvait des éclats, une vraie grêle. Les marchands de tuiles ont fait des affaires. Tous les canons tonnaient, ceux des forts, des batteries, ceux des navires. Sur les bateaux, les matelots tiraient comme à l'exercice.

Une partie de boules interrompue

» Dans tous ça, on n'a même pas entendu tomber les bombes, surtout que beaucoup sont tombées à la mer. Quand je pense à toutes les dorades et aux belles rascasses que ça a dû faire monter le ventre en l'air, il m'en vient l'eau à la bouche.

Juste un appareil s'est hasardé à descendre en-dessous de trois mille mètres. Le pauvre, il n'avait pas l'air fier et il n'a pas traîné longtemps. Il y a quand même eu trois bombes qui ont touché quelque chose : une grue au port marchand, une vieille baraque dans le même quartier et le poste des pompiers.

Juste deux femmes allaient se promener par là pour voir un peu. Les pompiers étaient restés à table. Pardi, ils étaient en train de se taper une de ces fritures que c'aurait été un crime, dites, monsieur, de l'abandonner. Près de là, des joueurs de boules, des amis, m'ont crié : « C'est pas malheureux. Juste comme on gagnait en vingt et un, il a fallu arrêter la partie ».

En tout cas, les avions avaient vite fait demi-tour sans lâcher la moitié de leurs bombes. Ils se sont soulagés en les lâchant en mer devant Alguebelle. Vous connaissez Tramel comme tout le monde, pas vrai ? Hé bé, il prenait un bain de mer à ce moment-là. Il est un peu myope. En voyant les avions, il a dit : « C'est des nôtres qui vont en Italie ». Mais quand il a vu les gerbes d'eau des bombes il est vite sorti de l'eau en criant à sa femme : « Il y a erreur, il y a erreur ! »

Nos navires devant Gênes

Toulon, le lendemain, envoyait quelques croiseurs et contre-torpilleurs contre Gênes et Savone en guise de riposte. Les navires, naviguant de nuit posément à quinze nœuds, arrivèrent devant Gênes à l'aube, se déployèrent. Un sémaphore hissa le signal : « Paites-vous connaître ».

— Enlevez-moi ça, dit le commandant d'un croiseur.

Et un coup de 203 pulvérisa la vigie. Le tir commença posément, systématique sur les batteries côtières, les usines, la voie ferrée. Brutal réveil pour les Génois. Pas un avion naïen en l'air. Une batterie côtière tenta de répliquer. On la réduisit au silence. Un torpilleur au mouillage fit feu à son tour, pas longtemps. Un de nos contre-torpilleurs s'aventura jusqu'à l'entrée du port et il tirait presque de plein fouet en dépit d'une avarie qui bloqua sa barre et l'obligea un moment à tourner en rond.

Vingt minutes plus tard, la flotte cessait le feu, sauf un contre-torpilleur si près de terre qu'on le croyait échoué, mais qui, en réalité, s'exécutait et ne voulait pas lâcher prise. Sans qu'un navire, un avion ennemis se soient montrés pour lui barrer la route, la flotte reprenait tranquillement le chemin de Toulon.

Et maintenant, comme on dit dans la marine : Terminé. Sans commentaires.

Emile CONDROYER.

Bruyants et poussiéreux les autobus parisiens regagnent la capitale

Bruyants, cahotants, poussiéreux, les autobus parisiens ont hier repris le chemin du retour. « Repliés » dans des bourgades, des villages et même en pleine campagne, n'ayant d'autre abri que les fossés bordés d'aubépines ou les branches humides des arbres, les autobus de Paris prenaient un repos bien mérité.

Bien souvent, nous les avions rencontrés dans les secteurs tourmentés, souvent arrachant à l'envahisseur de pleines voitures de réfugiés. Malgré l'artillerie, les avions, les bombes, hommes et machines de la T.C.R.P. effectuèrent noblement leur devoir.

La guerre est finie. Munis du précieux laissez-passer officiel, les autobus à nouveau traversent la France, remontant vers le Nord, vers Paris.

L'intérieur des voitures grises ne rappelle guère celui que nous connaissions si bien : matelas empilés, couvertures, batteries de cuisine se sont emparés des premières classes, tandis que les compartiments de seconde ont été transformés en « sleeping-cars ».

Sur les plates-formes des groupes de voyageurs interpellent les passants : « Encore trois places pour Paris... Qui vient avec nous ?... »

En guise de fanions, les voitures ont fièrement conservé leurs plaques indicatrices : Porte de la Villette... Trocadéro... Barbès-Rochechouart...

Un peu de la vie de Paris pendant quelques minutes, semble s'emparer de l'antique cité limousine que traverse à grand fracas la cohorte des rescapés.

Effectuant sur les routes de France une ultime randonnée, demain les autobus seront enfin retrouvé l'animation des Grands Boulevards...

MENACE imminente

CONTRE LES COTES DE GRANDE-BRETAGNE

Hitler se rendrait dans le courant de la semaine sur le front occidental pour diriger l'offensive

LA PRESSE ANGLAISE CONSIDÈRE COMME PROBABLE UNE TENTATIVE D'INVASION

On mesure, d'un coup d'œil, en voyant cette carte, le double danger qui menace la Grande-Bretagne. Protégée, certes, par les fossés marins de la Manche, de la mer du Nord et de la mer d'Irlande, l'Angleterre n'en a pas moins, à un quart d'heure d'avion de son territoire : à l'est, l'Allemagne sur les côtes des Flandres et de France ; à l'ouest, l'Eire (Irlande indépendante) où, comme nous l'avons annoncé hier, le gouvernement de Valera refuse de laisser le cabinet de Londres prendre en mains la défense militaire de l'île. — Lire nos dépêches en deuxième page.

Dévoués, charitables, énergiques...

Voici les étudiants d'une France nouvelle

I

...Au fond d'un corridor sombre, une porte avec une affiche manuscrite sommairement collée :

« Association Générale des Etudiants : permanence. »

Dans le couloir, une dizaine de jeunes gens attendent patiemment leur tour d'entrer. Elle n'est pas grande la « permanence ». Juste la place d'une table, de quelques chaises, d'une machine à écrire.

La pièce est mal éclairée et l'ameublement sommaire. Et cependant, on a dès l'entrée une impression de réconfort, comme une irradiation de jeunesse et d'enthousiasme réfléchi. On oublie les murs gris et les meubles vétustes car, derrière la table fatiguée siège un aréopage d'adolescents : c'est ici que les étudiants de cette grande ville du Centre reçoivent leurs camarades réfugiés.

La nouvelle tâche

— Nous avons aujourd'hui une tâche à remplir : héberger nos camarades, les réconforter, leur trouver de la nourriture.

« Trois cents étudiants sont venus nous trouver. Tous à présent peuvent dormir, boire et manger. »

La voix du « président » — a-t-il vingt ans ? — monte, nette.

— Il a fallu trouver des rations, des couvertures, des gîtes... La Préfecture nous soutient, la Croix-Rouge nous épaule, mais nous comptons d'abord sur nous-mêmes, comme il se doit.

— C'est régulier, déclare le trésorier, un grand garçon qui doit bien avoir dix-huit ans ; opinion qu'appuie une blonde étudiante en mathématiques qui a délaissé le calcul intégral pour la machine à écrire.

Le président consulte son bracelet-montre :

— Sept heures. Raymond, tu devrais être à ton centre d'accueil. File.

Puis, se tournant vers moi :

— Voulez-vous le suivre ?

Le repas des réfugiés

A grandes enjambées, mon guide se dirige vers le centre de la ville. Je l'interroge.

— Etudiant en lettres ?

— Non, je voulais faire les Sciences Po. Mais...

Un sourire éclaire son visage jeune :

— L'essentiel aujourd'hui, c'est de pouvoir « bouffer », ne croyez-vous pas ?

Dans une avenue, une longue file de réfugiés stationne auprès d'un garage. D'un geste, mon compagnon indique l'entrée gardée par des sentinelles en kaki :

— Nous sommes arrivés.

Des bancs, des tables qui s'allongent, une senteur lourde de sueur et de relents de charcuterie. Dans le hall transformé en réfectoire, une centaine de convives ont pris place. Passant de table en table, des jeunes filles distribuent des sandwiches au pâté. Mon guide les connaît toutes : Mlle X..., étudiante en droit ; Mlle Z..., étudiante en pharmacie.

Vêtue de blanc, une jeune volontaire porte un broc plein de vin rosé. A son passage les verres se tendent :

— Encore une goutte, mademoiselle...

D'autres taillent sans relâche le pain en tartines qu'engloutiront les dîneurs affamés.

De toutes provenances...

Beaucoup d'entre eux sont des travailleurs agricoles, d'autres ont fui les usines menacées. Ceux-là ont abandonné un commerce ou une échoppe d'artisan. Formant un groupe, des étudiants belges et lillois trempent du pain dans leur verre à demi plein de vin rouge.

— Le dessert, annonce en souriant l'un des convives.

Servis par leurs camarades et fraternellement mêlés à leurs frères de misère, les jeunes intellectuels suivent le sort commun.

S'approchant d'une table, Raymond interroge :

— Ça va ?

— Faut bien...

Un homme d'une cinquantaine d'années, portant col cassé et lunettes d'or, secoue la tête.

— Du pâté, toujours du pâté. Je sais bien que tout le monde fait pour le mieux, mais si, de temps à autre, nous pouvions avoir un peu de bouillon, avec des petits morceaux de bœuf...

— Ffut ! soupire la tablée, cela serait magnifique !

— Si seulement on nous donnait une cuisine roulante, murmure mon guide, on se débrouillerait bien pour avoir un peu de viande.

Par paquets, ceux du dehors continueront à entrer, s'emparant des places libres. Sous la direction d'une femme dévouée, les étudiants-serveurs effectuent leur travail, passant leurs commandes avec autorité.

— Quarante rations de pain pour mes tables...

— Dix boîtes de pâté à ouvrir...

Prévue pour une semaine, l'usine à nourriture fonctionne depuis un mois.

Ce sont des hommes

Chaque jour, depuis un mois, les étudiants de l'Association Générale ont donné, sans restriction, leur concours, secourant leurs camarades et se penchant aussi sur la détresse collective. Ces jeunes gens, en trente jours, sont devenus des hommes...

(*A suivre.*)

Le Palais de Paris sous l'occupation

D'UN DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX

VICHY, 16 juillet. — **Me Alexandre Zévaès, ainsi que nous avons eu l'occasion de l'écrire ici-même, est un des avocats parisiens qui continuent à exercer leur profession au Palais de Justice de la capitale.**

Il vient d'arriver à Vichy pour un très bref séjour, après lequel il ira de nouveau revêtir la toge sur les bords de la Seine.

Le tableau qu'il m'a tracé de la vie au Palais est à la fois émouvant et intéressant.

Me Zévaès estime à une soixantaine le nombre de ses confrères n'ayant pas quitté Paris et plaidant...

Soixante robes c'est peu pour peupler la Salle des pas perdus, pour donner à la Galerie marchande sa joyeuse animation coutumière, pour que circulent les nouvelles (vraies ou fausses) à travers les couloirs.

Le bâtonnier des vacances

Franchies les grilles de la cour d'honneur du boulevard du Palais-de-Justice, devant lesquelles veillent deux sentinelles allemandes, on ne distingue aucun signe de l'occupation.

Me Zévaès m'a confirmé que les fonctions de bâtonnier étaient assumées par Me Ernest Vallier. Celui-ci a demandé à trois de ses collègues, comme lui anciens membres du Conseil de l'ordre, de collaborer avec lui dans l'administration du barreau. Ce sont : Me Jovart, Henri Géraud et Coriette.

Ce dernier mérite une mention spéciale. Il est une figure unique au Palais où son ascétisme et sa bonté sont célèbres. Vêtu avec une extrême modestie, Me Coriette n'a jamais plaidé que pour les pauvres. Le client qui pénètre dans son cabinet de la rue de la Cossonnerie, près des Halles, ne verse jamais d'honoraires. En revanche, il arrive qu'il reçoive avec une extrême délicatesse un secours.

Célibataire, vivant seul, ascétique et dédaigneux du monde, Me Coriette va chaque matin entendre la messe de six heures, à Saint-Eustache.

Jamais il ne quitte Paris ; aussi, il y a près de trente ans qu'à la suggestion de Me Henri-Robert il fut désigné, à l'unanimité, comme bâtonnier pendant les vacances judiciaires des mois d'août et de septembre.

On ne s'étonne pas de le trouver parmi les « restants ».

Me Zévaès m'a cité encore, parmi ses confrères présents, Me Marcel Bloch, qui est aveugle, et deux ou trois avocats, qui eux non plus ne franchissent en aucune circonstance les limites de la cité. Il en est deux parmi eux qui se flattent de ne jamais traverser les ponts et d'ignorer la rive droite de Paris.

Les curieux de justice

L'unique Chambre correctionnelle, demeurée seule ouverte au lendemain de l'occupation, n'a pas suffi. C'est maintenant la 3e et la 4e Chambres qui sont affectées au jugement des délinquants.

Le président Roux, qui dirigeait les débats de la 4e, est demeuré à son poste. Chaque jour il accomplit à pied, aller et retour, le long trajet qui sépare son domicile de la place Violet du Palais de Justice. La 3e Chambre est présidée par M. Contansin, civiliste distingué, ancien secrétaire général de la présidence du tribunal.

Les débats de la Chambre des appels correctionnels (la 10e) sont dirigés par le président Blavier, qui habite en temps ordinaire Versailles et qui a pris un pied-à-terre à Paris.

Chose étrange, voire extraordinaire, il reste des Parisiens assez libres d'esprit pour venir assister aux audiences des tribunaux correctionnels.

Moins garnies que d'habitude, les enceintes du public sont loin d'être vides. La curiosité est décidément un sentiment bien puissant ! — Geo LONDON.

Au premier plan : *le maréchal* PETAIN, *ayant à sa droite le maire de Vichy :* M. LEGER. Au second plan, de gauche à droite : *l'amiral* DARLAN, MM. YBARNEGARAY, PIERRE LAVAL, LEMERY, MARQUET, BOUTHILLIER, *le général* WEYGAND, BAUDOUIN, MIREAUX, ALIBERT, CAZIOT *et* PIETRI. *On aperçoit, entre l'amiral Darlan et M. Ybarnégaray, le général* HUNZINGER.